

Où sont ses bons amis qui lui ont conseillé d'abaisser le déficit en-dessous de 30 milliards? Où sont-ils aujourd'hui? Pourquoi les marchés monétaires ne réagissent-ils pas? Il s'est déjà écoulé 48 heures. L'observation la plus cynique que j'aie entendue aujourd'hui est celle que le ministre des Finances a faite au petit déjeuner et je le cite: «Nous prévoyons supprimer la surtaxe avant les prochaines élections fédérales». C'est le comble du cynisme.

● (1530)

Je tiens maintenant à aborder quelques questions de détail. J'ai dit que le gouvernement était allé chercher beaucoup d'argent dans les poches des contribuables ordinaires. C'est la troisième fois que le gouvernement hausse de 1 p. 100 la taxe de vente en dix-huit mois seulement de pouvoir. Nous avons eu l'exposé économique en novembre, puis le budget de mai 1985 et maintenant un troisième budget qui vient relever la taxe de vente fédérale. Et je ne parle pas de l'élargissement de l'assiette de la taxe de vente. J'espère que le gouvernement ne présentera pas bientôt un autre budget, car la famille canadienne ordinaire n'en a pas les moyens.

Le gouvernement s'est peut-être brouillé avec ses amis, car chaque fois qu'il puise dans les poches des Canadiens ordinaires, il réduit la marge de profit des grandes sociétés. Je vous renvoie à la page 42 du *Plan financier* du gouvernement. Le ministre des Finances nous a dit de relire la page 42, où nous découvrons qu'en 1986-1987 et grâce à l'imposition combinée d'une surtaxe et de la taxe de vente fédérale, le gouvernement va en fait prendre 1.1 milliard de dollars aux contribuables moyens, mais seulement 380 millions de dollars aux sociétés. Il va imposer quatre fois plus les simples Canadiens que les sociétés. Nous pouvons dès lors commencer à comprendre le lien qui unit MM. Frazee et Mulholland et toute leur bande. Ils sont tous de la même farine. Les conservateurs prennent soin de leurs amis. Ils ne sont pas intéressés à réduire le chômage.

M. Stewart: Et Stephen Lewis?

M. Rodriguez: Les prévisions du gouvernement s'étendent jusqu'à 1990-1991. On constate que la marge s'élargit. En tout, avec l'effet cumulatif, on aura privé les particuliers de 2.9 milliards de dollars. Pour les sociétés, cela se résume à 295 millions. On va donc soustraire dix fois plus d'argent aux particuliers, hommes et femmes, qu'aux sociétés, sans doute parce que ces dernières paient déjà des impôts trop lourds! C'est scandaleux. Nous avons un gouvernement au service des riches, ainsi que l'a montré le dernier budget. On a accordé aux riches une exemption fiscale de \$500,000 sur les gains en capital.

Mme Mailly: On l'a accordée aux agriculteurs.

M. Rodriguez: La députée parle des agriculteurs. Ces derniers ne sont évidemment pas dans la même catégorie que ceux qui achètent des chevaux de course au Kentucky, des tableaux en Europe ou qui font de la spéculation foncière.

Pouvoir d'emprunt—Loi

Mme Mailly: Revenez-en, dans ce cas.

M. Rodriguez: Le gouvernement aurait certainement pu colmater les brèches et augmenter ses recettes de millions de dollars. Au mois d'août, le ministère des Finances a publié un document qui énumère les dépenses fiscales et les domaines que le gouvernement se refuse à imposer, se privant ainsi de milliards de dollars.

Parlons maintenant des *Comptes nationaux*, page 104. Le gouvernement est démasqué. En 1987-1988, il touchera en impôts directs des particuliers 5.5 milliards de dollars de plus qu'en 1986-1987. Pour ce qui est des sociétés, le montant baisse. D'après ce document, il touchera 75 millions de dollars de moins. Cela représente en pourcentage, par rapport à l'année précédente, 11.2 p. 100 pour les particuliers et 0.6 p. 100 pour les sociétés. Quelle sorte de système avons-nous?

Mme Mailly: Où voulez-vous que tous ces gens travaillent?

M. Rodriguez: En démocratie, si l'État veut des citoyens loyaux, il faut que les lois qui le gouvernement soient justes pour qu'ils en reconnaissent la justice.

Mme McDougall: Inutile de crier.

M. Rodriguez: La ministre d'État chargée des Finances me dit de ne pas crier. Il est vrai que les banques n'ont pas eu besoin de crier pour être renflouées. Les chuchotements ont suffi.

Mme Mailly: Vous savez fort bien que ce ne sont pas les banques qui ont été renflouées mais bien les déposants.

Mr. Rodriguez: Je vois que le bât blesse.

Mme Mailly: Nous n'aimons pas les mensonges.

M. Rodriguez: La députée a tout à fait raison, nous n'aimons pas cela.

Mme Mailly: Nous n'aimons pas les mensonges.

M. Rodriguez: Vous grisonnez, monsieur le Président. Les temps sont durs avec les conservateurs.

M. Gauthier: Exactement.

M. Rodriguez: J'ai eu un coup de téléphone d'un de mes électeurs qui a connu les chars à Bennett. Le gouvernement actuel vient de présenter un budget qui atteint des sommets d'injustice. Il ne traite pas de façon équitable et juste les deux grands groupes de contribuables. Il me semble que le programme des conservateurs, lors des élections de 1984, était «des emplois, des emplois, des emplois».

Mme Mailly: Nous les avons créés et vous le savez. C'est ça qui vous embête.

M. Rodriguez: Mais tout ce que le gouvernement a fait, c'est empiler les taxes les unes sur les autres. Judith Maxwell, du Conseil économique du Canada, a dit clairement devant le comité des finances que le déficit diminuait de 2 milliards pour chaque pour cent de baisse du taux de chômage.